



**PRISE DE POSITION
VOTATION FÉDÉRALE**

LES CSP DISENT NON À L'INITIATIVE « PAS DE SUISSE À 10 MILLIONS ! »

Prise de position

Les CSP disent NON à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! »

Le 21 mai 2026 / Les CSP de Suisse romande recommandent vivement de rejeter l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! », soumise au vote le 14 juin prochain. Forts de leur expérience quotidienne auprès de personnes en situation de précarité, les CSP dénoncent une initiative qui fragiliserait davantage les personnes déjà vulnérables, sans répondre aux véritables défis sociaux auxquels la Suisse est confrontée.

Pour les CSP, les difficultés que connaît aujourd'hui la population sont bien réelles : pénurie de logements abordables, hausse du coût de la vie, pression sur les salaires ou difficultés d'accès aux soins. Toutefois, cette initiative ne constitue aucunement une réponse adéquate aux défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels la Suisse est confrontée. Elle risque au contraire de fragiliser davantage des personnes déjà précarisées, de restreindre les droits fondamentaux de toutes et tous et de désigner les personnes étrangères comme responsables de problèmes sociétaux, dont les causes bien plus profondes ne leur sont pas imputables.

Des conséquences économiques et sociales importantes

Les CSP rappellent que plusieurs secteurs essentiels de l'économie suisse dépendent déjà fortement de la présence de travailleuses et travailleurs étranger·e·s, notamment dans la santé, les soins, la construction ou l'aide à domicile. Une limitation rigide de la population résidante risquerait d'accentuer les pénuries de personnel et de fragiliser des services indispensables, conduisant à des situations qui prêteraient l'ensemble de la population helvétique.

L'initiative pourrait également remettre en cause les accords entre la Suisse et l'Union européenne, notamment la libre circulation des personnes. Les CSP s'inquiètent des conséquences d'une telle évolution pour les droits des salarié·e·s, la protection contre le dumping salarial, mais aussi pour des domaines essentiels comme la recherche, la formation ou certaines coopérations internationales.

Une initiative qui tend à accroître la précarité

L'initiative prévoit qu'au-delà de 9,5 millions d'habitant·e·s, des restrictions soient imposées notamment dans les domaines de l'asile et du regroupement familial. Elle vise également à limiter durablement les possibilités de stabilisation du séjour pour certaines catégories de personnes étrangères.

Pour les CSP, empêcher ou compliquer l'accès à un statut stable revient à maintenir des personnes dans une insécurité et une précarité durables. L'expérience de terrain montre qu'une personne vivant dans l'incertitude administrative et dans un statut précaire est davantage exposée aux abus : difficultés d'accès aux soins, exploitation au travail, dépendance accrue envers l'employeur ou peur de faire valoir ses droits.

Les CSP craignent également que l'initiative ne favorise le retour de zones grises et de formes d'exploitation rappelant l'ancien statut de saisonnier, avec des droits limités et une forte dépendance économique.

Une tradition humanitaire à préserver : pour une Suisse qui protège plutôt qu'elle n'exclut

La Suisse possède une longue tradition humanitaire et d'accueil qui doit être préservée et défendue. Les CSP estiment que les défis auxquels la Suisse est confrontée sont à prendre au sérieux. Mais ils doivent l'être avec des réponses adéquates : logements accessibles, protection des salaires, politiques sociales solides et accès effectif aux droits pour toutes et tous, sans distinction d'origine, de confession, de nationalité, de couleur de peau ou de statut administratif.

L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » s'inscrit dans une logique anti-sociale et discriminatoire. Elle désigne les personnes étrangères comme un problème à contenir, alors qu'elles font partie intégrante de notre société et contribuent à sa vie économique, sociale et culturelle. Elle risque d'intensifier la stigmatisation, l'exclusion et la xénophobie, tout en affaiblissant les droits de l'ensemble de la population et en augmentant la précarité.

Pour toutes ces raisons, les CSP de Suisse romande recommandent vivement de REJETER l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! ».